

Je tiens à leur dire avec le plus grand sérieux que notre mode de vie moderne serait impossible sans les biens et services publics, les logements sociaux, sans la rénovation et la planification urbaines, qui rendent la vie possible dans nos métropoles actuelles, et sans la possibilité qu'ont les jeunes de mener une existence utile, constructive et créatrice qui dépend de l'éducation à tous les niveaux. Tous ces avantages et bien d'autres ne seront pas l'œuvre de sociétés privées ni des biens individuels. Ils ne peuvent être créés que si le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités trouvent les fonds nécessaires pour encourager, entreprendre et exploiter des programmes dans tous ces domaines. Cette conception me paraît élémentaire dans notre société actuelle. On n'a pas à être partisan d'un socialisme dogmatique ou d'une autre tendance pour reconnaître ce fait. On n'a pas besoin de s'appuyer sur des doctrines prolixes pour reconnaître que, dans notre société moderne, l'argent, les biens et les services nécessaires aux gens pour mener une existence tant soit peu valable dépendront des investissements, des initiatives et de la propriété de l'État.

Or que fait pour nous ce Livre blanc? Le Livre blanc et le ministre qui l'a présenté font en sorte que les détenteurs d'actions et de coupons de dividendes obtiennent des concessions mais qu'il n'en reste aucune pour ceux qu'on pourrait inciter à investir dans les obligations ou dans les valeurs du gouvernement fédéral, des provinces ou des municipalités. L'ensemble du Livre blanc est orienté vers le capital-actions, pour rendre beaucoup plus inaccessible, à l'avenir, le marché des obligations, et vers l'accroissement des taux d'intérêt. C'est pourquoi il est de plus en plus difficile pour le gouvernement de notre pays de remplir ses fonctions sans hypothéquer nos générations futures durant de nombreuses années en leur imposant des taux d'intérêt toujours plus élevés.

Ainsi, l'on dénature et l'on trahit les besoins sociaux d'une société moderne. Un régime fiscal devrait permettre aux divers gouvernements d'obtenir les fonds dont ils ont besoin le plus facilement possible et aux taux d'intérêt les plus bas, au lieu d'empêcher le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités d'obtenir les fonds nécessaires pour fournir ces services et ces biens essentiels dont la responsabilité leur incombe dans notre société.

Monsieur l'Orateur, je n'ai plus qu'une minute. Je conclurai donc rapidement en disant que, si mes paroles traduisent bien ma

pensée, ce Livre blanc prouve simplement que le gouvernement est décidé à favoriser la propriété et la mainmise étrangères, comme il l'a fait jusqu'ici. Les continentalistes siègent tous sur les banquettes ministérielles. J'en déduis que le gouvernement est décidé à ne rien faire pour réduire la concurrence ou le pouvoir des riches et des puissants. Il manifeste une attitude réactionnaire envers la société moderne dans laquelle il ne se soucie nullement d'assurer aux Canadiens des conditions de vie égales. On dirait que le gouvernement veut simplement s'assurer que ses amis, s'ils sont un peu en colère, ne le deviennent pas au point de lui retirer l'appui qu'il réclame pour se maintenir au pouvoir.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, il me fait plaisir d'avoir l'occasion de dire ce que je pense du Livre blanc.

Monsieur le président, le livre que l'ont dit «blanc» est devenu rouge. Pourquoi? Je crois que c'est de honte devant l'augmentation des taxes et des impôts, notamment de l'imposition des gains de capital.

Nous avons bien des choses à dire sur ce Livre blanc, qui contribuera à déséquilibrer davantage l'économie, à cause de l'augmentation des taxes, des impôts et du taux d'intérêt, et à cause des profits exagérés que certaines institutions financières réalisent, ce qui dégrade le peuple et assure une prospérité sans pareille à ces institutions.

• (3.10 p.m.)

Nous n'avons pas le temps de suggérer aucune solution susceptible de remplacer les conclusions du rapport. Cependant, nous sommes conscients que l'étude et la réforme constante du système fiscal s'impose en vue de circonscrire les injustices de ce système.

La Commission Carter a rendu un précieux service en accomplissant sa tâche. Nous considérons que pour réformer le système fiscal actuel, il faut s'attaquer directement aux abus et éliminer les injustices qu'il occasionne.

Voilà l'aspect sur lequel aurait dû porter le Livre blanc. Mais, on taxe une partie de la population qui n'a pas assez de ressources pour satisfaire ses besoins et équilibrer les budgets familial, municipal, scolaire et provincial.

Le rapport ne fait pas honneur aux autorités à l'égard des réformes fiscales des dernières années. La persistance dans cette façon de voir exige du gouvernement un intérêt et un effort soutenus. Il lui incombe de faire en sorte que le public ait confiance au système